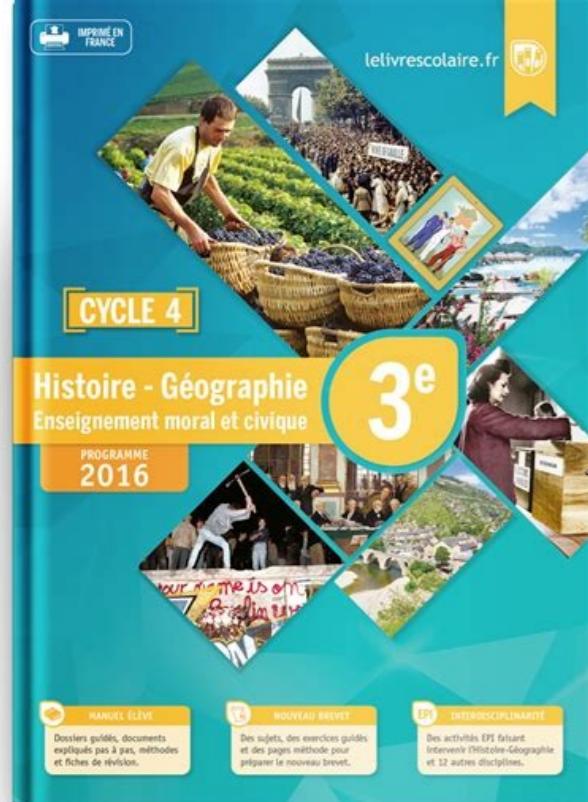


I'm not a robot!

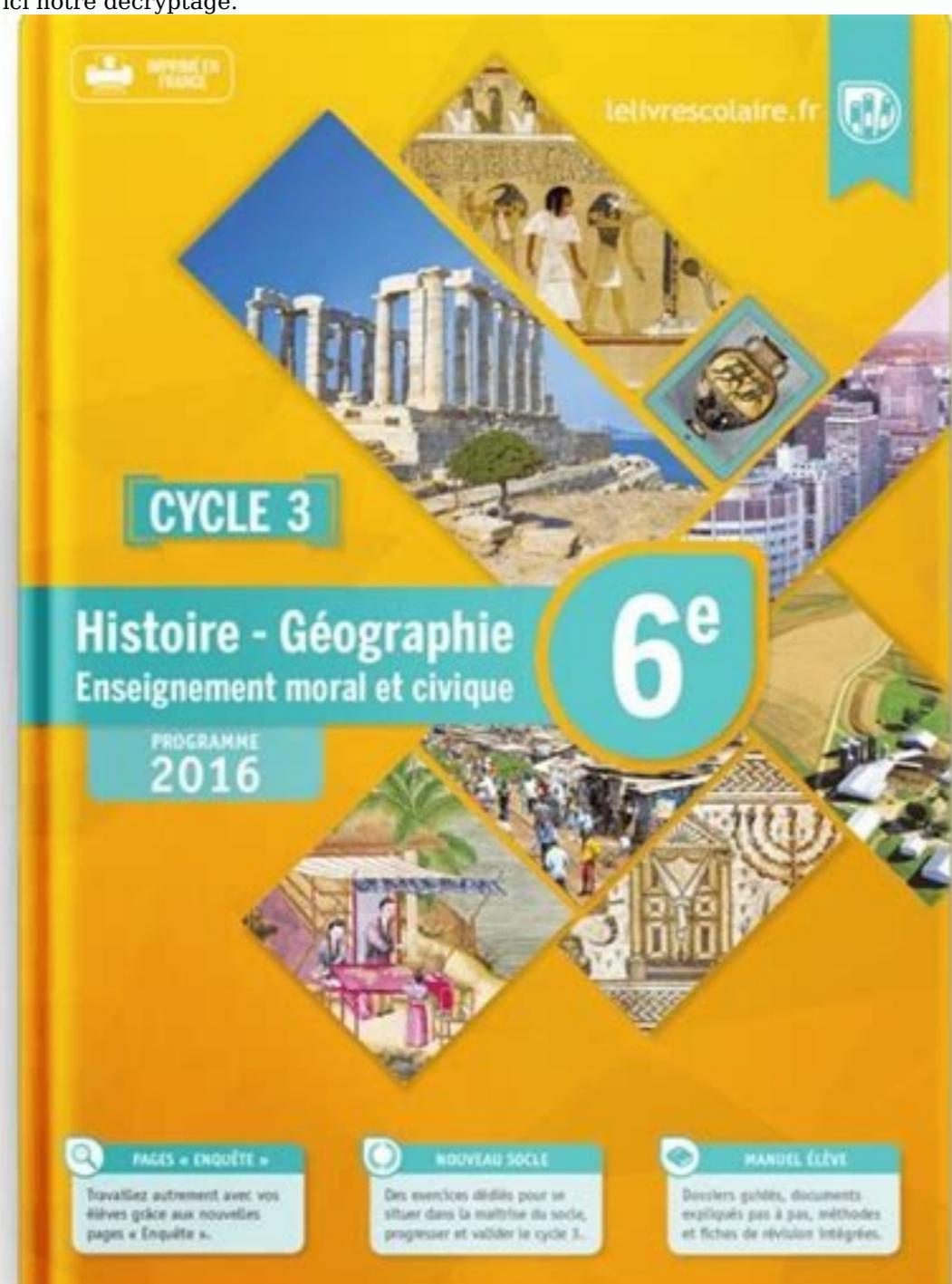
Le livrescolaire achat livre du professeur histoire géographie

Pour vous accompagner dans la mise en oeuvre du programme, le livre du professeur propose des outils pour :- évaluer les compétences (tableaux).- mettre en place la différenciation pédagogique et l'accompagnement personnalisé par des activités dédiées (maîtrise de la langue, travail de groupe, apprendre à apprendre...).- travailler l'interdisciplinarité.- construire les Parcours (Parcours Avenir, Parcours d'éducation artistique et culturelle, Parcours citoyen) avec des interviews de spécialistes et de professionnels. Le livre du professeur est téléchargeable gratuitement sur le site ressources du manuel. En savoir plus >> Pas d'avis client pour le moment. Seuls les utilisateurs enregistrés peuvent poster des commentaires. Pas d'avis client pour le moment. Seuls les utilisateurs enregistrés peuvent poster des commentaires. Accédez à vos contenus actualisés en 2023 C'est tout neuf ! HISTOIRE 2023 2023 GEOGRAPHIE 2023 2023 2023 2023 2023 2023 2023 2023 2023 2023 EMC 7775 Publié le 21 juin 2021 Mis à jour le 28 février 2023 Louis Oeuvrard Devenir professeur d'Histoire-Géographie demande un parcours de formation spécifique. C'est l'éducation Nationale qui propose un temps de formation adapté. D'abord à Bac +3, puis, à Bac +5 avec le MEEF. Si tu décides de devenir Professeur d'Histoire-Géographie, il faudra à minima le Baccalauréat. Avant, de t'engager dans une formation supérieure en Licence puis en Master. Concrètement, tu suivras une formation dédiée au professorat des écoles pendant cinq ans. Ce dernier se décompose comme suit : Un parcours de licence généraliste pendant 3 ans ;Le Master MEEF pendant deux ans : niveau Bac +5 ;Pendant leur formation, les futurs professeurs ont des stages.

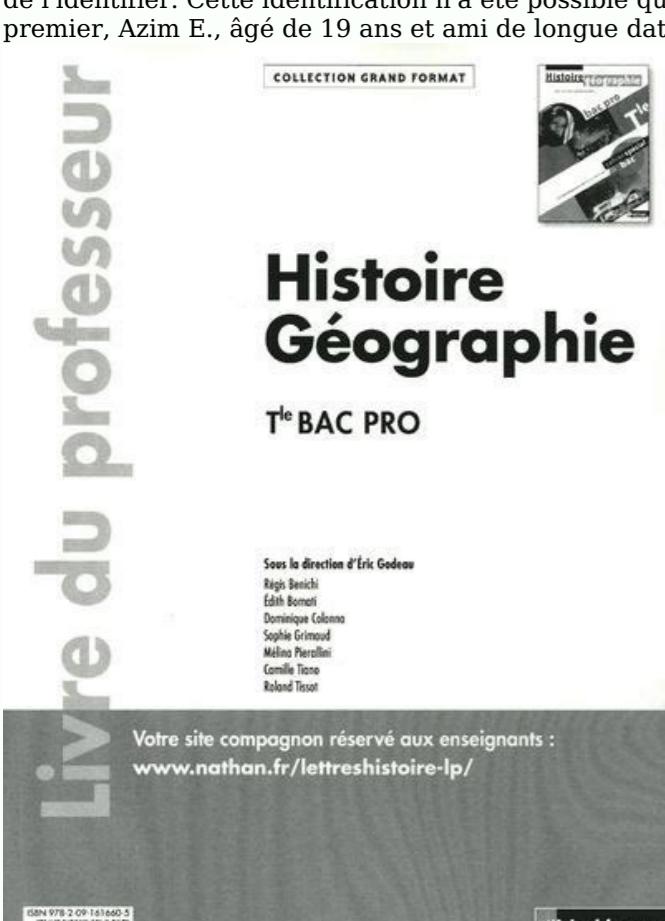


Associé à la Licence, le Parcours Préparatoire au Professorat des Écoles (PPPE) est disponible sur Parcoursup. Cette double formation permet de préparer les futurs enseignants aux conditions de leur métier. En outre, le PPE propose un cursus utile pour l'expérience des nouveaux enseignants. Le PPPE fonctionne sur trois ans selon les modalités ci-dessous : En L1 et L2, 28 semaines de cours associées à 3 semaines de stage en école ;En L3, 27 semaines de cours et 4 semaines de mobilité à l'étranger. Le Master MEEF, le diplôme de niveau Bac +5 pour devenir Professeur des Écoles ou du Second degré Après le PPPE, le Master MEEF (Métiers de l'Enseignement, de l'Éducation et de la Formation) présente un nouveau cursus de deux ans. Le Master MEEF prépare dans le même temps au concours du CAPES - Certificat d'Aptitude au professorat de l'enseignement du Second degré. Le MEEF se déroule dans les Instituts Nationaux Supérieurs du Professorat et de l'Education (INSPE). Les promos du Master MEEF sélectionnent un parcours en lien avec leur ambition d'enseignement : Mention du Premier degré pour devenir professeur des écoles ;Mention du second degré pour intégrer les collèges et les lycées. Pendant leur formation, les futurs professeurs d'Histoire-Géo ont de nombreux cours à suivre : Les enseignements théoriques et spécifiques au parcours sélectionné par le candidat (en l'occurrence, l'histoire-géo) ;Des enseignements communs autour de la laïcité, de l'enseignement civique ;Des stages en première année, puis une seconde année en alternance. À la fin de ta première année du Master MEEF, tu peux passer le concours du CAPES, nécessaire pour exercer dans le second degré. Pourquoi devenir professeur d'histoire-géographie ?

professeur d'histoire-géographie ? Le métier de professeur en France est une vocation au service des jeunes générations. Les enseignants ont en effet, une matière de prédilection pour exercer dans l'enseignement. l'Histoire-Géographie est une matière qui ne laisse pas beaucoup d'élèves insensibles. Avec toute l'histoire contemporaine des conflits, des millions d'heures de cours sont dispensées chaque année par les professeurs d'Histoire-Géo en France. Et ce, peu importe le niveau de classe des collégiens et des lycéens. Cette matière des sciences humaines demande de nombreuses connaissances en fonction des époques. Il ne faut pas oublier que le programme d'Histoire-Géographie peut débuter en Grèce antique, parcourir la période de l'Empire Romain, le Moyen-âge, la Renaissance, la révolution industrielle, les deux guerres mondiales et les conflits du 21ème siècle. Être un professeur d'Histoire-Géographie demande une grande curiosité. À cela s'ajoute, un excellent sens de la communication et du relationnel avec son groupe d'élèves. Le professeur d'Histoire-Géographie sait mener à bien son programme avec des leçons, des exercices, des évaluations grâce à une méthode d'enseignement dynamique. Le professeur a-t-il bénéficié de la protection en rapport avec les menaces qu'il avait reçues ? Tant du côté de l'éducation nationale que du renseignement et de la police, de nombreuses questions se posent. Retrouvez ici notre décryptage.



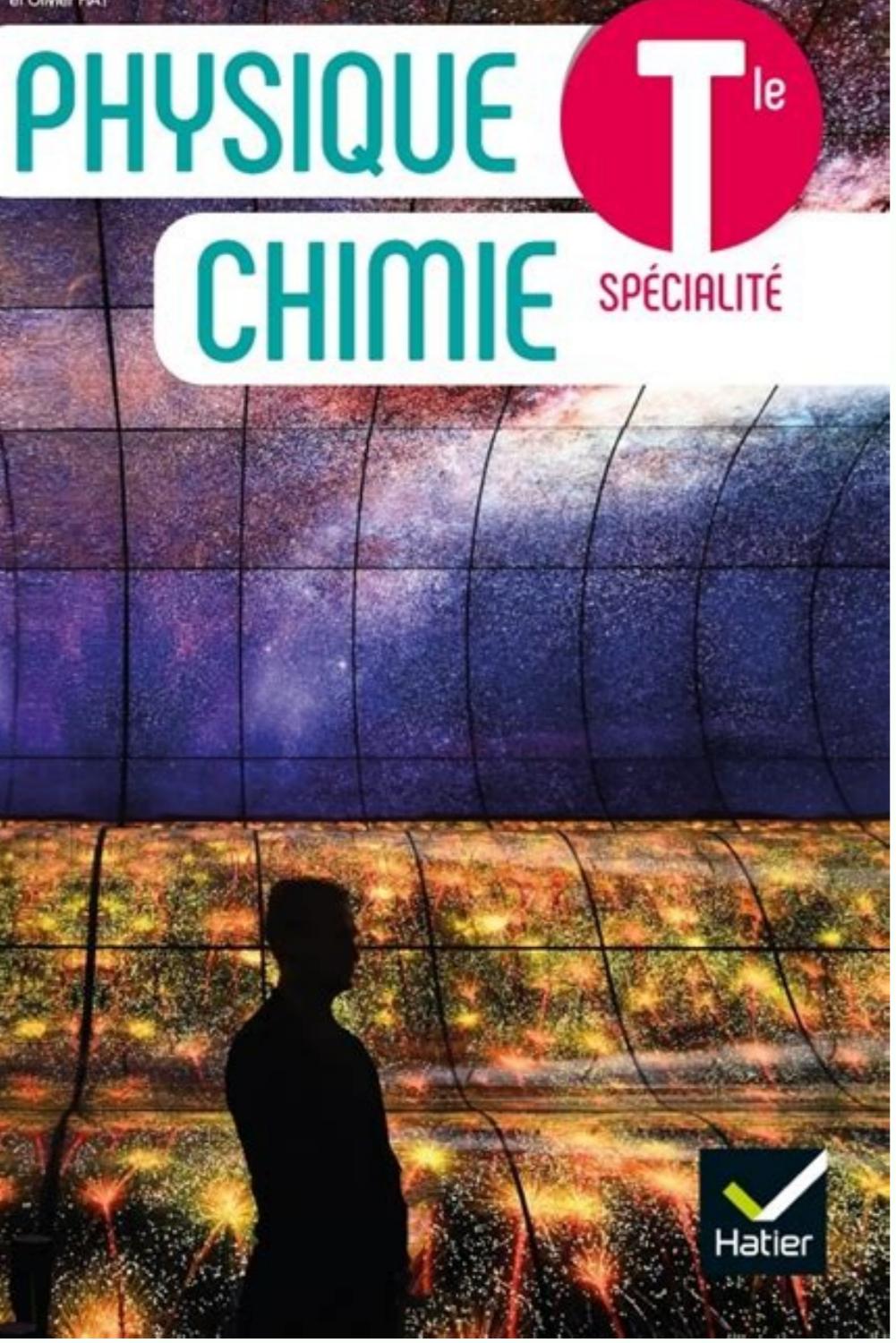
Suite au meurtre de Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie de 47 ans, près de son collège de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), le Parquet national antiterroriste (PNAT) a été saisi de l'enquête ouverte pour « assassinat en relation avec une entreprise terroriste » et « association de malfaiteurs terroriste criminelle ». Sur les seize personnes placées en garde suite à l'assassinat du professeur, neuf ont été relâchées mardi soir. Il s'agit de trois collégiens, des parents, du grand-père et du petit frère du meurtrier, de la compagne du militant islamiste Abdelhakim Sefrioui, et d'un homme déjà condamné pour terrorisme qui avait été en contact avec Abdoullakh A. Ces dernières ne font l'objet d'aucunes poursuites à ce stade. Sept personnes mises en examen. Cinq adultes et deux mineurs ont en revanche été déférées dans la nuit de mardi à mercredi afin d'être présentées à un juge antiterroriste. Les sept ont été mis en examen mercredi en fin de journée. Il s'agit de : ✘ Brahim C., Algérien de 48 ans, père d'une élève de la classe de Samuel Paty. Elève qui, toutefois, n'a pas assisté au cours sur la liberté d'expression. Il a néanmoins posté trois vidéos sur Facebook, appelant notamment à l'éviction de l'enseignant. Dans une de ces vidéos, il a laissé son numéro, invitant les personnes intéressées à prendre contact avec lui. Ce qu'a fait le terroriste. "La procédure a permis la mise au jour de plusieurs contacts écrits et téléphoniques entre Brahim C. et Abdoullakh A?
à compter du 9 octobre et ce jusqu'au 13 octobre", a précisé le procureur national antiterroriste, Jean-François Ricard, lors d'une conférence de presse, ce mercredi. Et d'ajouter : le terroriste "s'est directement inspiré des messages de Brahim C." ✘ Abdelhakim Sefrioui, figure de l'islam radical et fiché S, a également été placé en garde à vue, en compagnie de son épouse. Ce militant islamiste, actif en France depuis le milieu des années 2000, avait accompagné au collège le parent d'élève à l'origine des vidéos pour se plaindre du professeur. A ce stade, les enquêteurs n'ont mis au jour aucun échange direct entre ce Français d'origine marocaine de 61 ans et le terroriste tchétchène. ✘ Deux collégiens, âgés de 14 et 15 ans, qui aurait indiqué au tueur qui était le professeur qu'il cherchait en l'échange d'argent. Ils pourraient faire l'objet de poursuites malgré leur jeune âge. "L'enquête a établi que si l'auteur des faits bénéficiait du patronyme de l'enseignant, du nom du collège et de sa localisation, il ne disposait pas des moyens permettant de l'identifier. Cette identification n'a été possible que par l'intervention des collégiens", assure le procureur national antiterroriste, Jean-François Ricard. Il a ajouté : "[Le terroriste] leur a déclaré avoir l'intention de le filer, de l'obliger à demander pardon pour la caricature du prophète, de l'humilier, de le frapper." ✘ Trois amis d'Abdoullakh A. Le



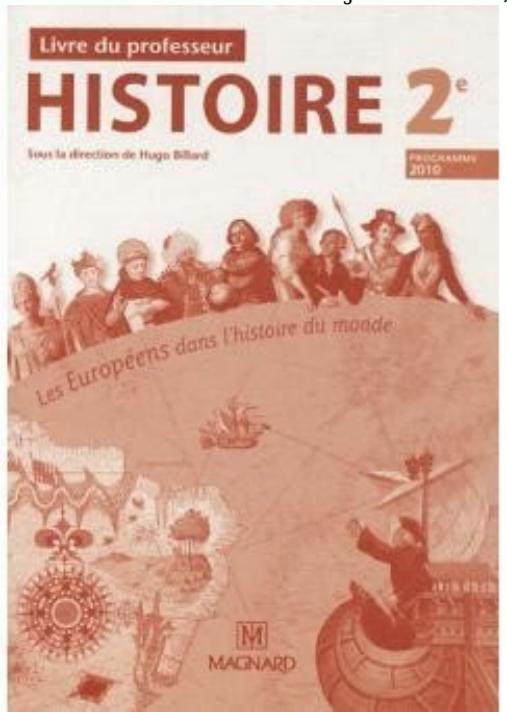
Naïm B., âgé de 18 ans, a amené Abdoullakh A. en voiture près du lieu de l'attentat le jour où il a eu lieu. Il l'avait par ailleurs accompagné dans un magasin d'Osny (Val-d'Oise) pour y acquérir deux armes de type airsoft, dont l'une sera retrouvée sur la scène de crime. Enfin, Yussuf C., âgé de 18 ans, est mis en examen du fait de "contacts très rapprochés" avec Abdoullakh Anzorov, et "du partage manifeste de leur idéologie radicale", a expliqué le procureur. Une note manuscrite avait été transmise par les renseignements territoriaux.

Les services de renseignement étaient au courant des tensions qui existaient entre certains parents d'élèves et la communauté éducative du collège du Bois de l'Aulne suite au cours de Samuel, durant lequel l'enseignant avait montré des caricatures de Mahomet. Une note manuscrite émanant des renseignements territoriaux des Yvelines a été envoyée le 12 octobre à la direction parisienne du renseignement. Elle parlait d'"une vive polémique chez certains parents de confession musulmane, considérant qu'il s'agit d'une véritable offense". La note des renseignements territoriaux évoque aussi l'intervention d'Abdelhakim Sifraoui, figure de l'islam radical. Selon les informations de France Télévisions, la note se terminait toutefois par ces mots : "La tension est retombée et la situation est apaisée". Ce que l'on sait de l'assaillant Abdoullah A. est né en Russie en 2002. Il était arrivé en France à l'âge de 6 ans et habitait à Evreux (Eure), dans le quartier de la Madeleine. Il n'avait plus de liens avec Moscou depuis 2008, a assuré l'ambassade de Russie. Il possédait un titre de séjour délivré le 4 mars dernier et valable jusqu'en 2030. Il était l'aîné d'une fratrie de six garçons.

Dans le quartier de la Madeleine, les voisins d'Abdoullakh A. évoquent un jeune homme "discret", "plongé dans la religion" depuis trois ans, selon des témoignages recueillis par l'AFP. L'homme était connu pour des antécédents de droit commun lorsqu'il était mineur. Mais il n'a jamais été condamné et n'était pas connu des services de renseignement pour radicalisation. Pourtant, sa radicalisation « n'était ni silencieuse ni soudaine », affirme Le Parisien, qui a pris connaissance des éléments d'investigations de la sous-direction antiterroriste (SDAT) et de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Il est aussi entré en contact avec ce jihadiste basé à Idlib via le réseau social Instagram à la



Malgré ces signes de dérivation sectaire, il est resté sous les radars des services de renseignement : il n'était ni fiché S, ni surveillé. Selon Mediapart, Abdoullakh A. avait aussi fait montre de radicalisation sur son compte Twitter @Tchetchene_270, fermé depuis. Il avait été signalé en juillet sur la plate-forme gouvernementale Pharos, qui permet d'organiser la veille des contenus ou comportements illégitimes sur Internet. Seulement Pharos compte 28 fonctionnaires qui font face à plus de 220000 signalements par an... Ce signalement avait néanmoins été transmis à l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (Uclat). « Le signalement a été pris en compte mais pas considéré comme une menace grave. Il y en a des milliers comme celui-là chaque jour et il est difficile de faire le tri, relève une source policière. Personne n'était visé nommément dans les messages. » C'est sur ce compte Twitter que l'assaillant a posté fin août une mise en scène de décapitation. Ce même compte avait été signalé aux services antiterroristes à peine une semaine avant l'attentat, selon FranceInfo. Peu de temps après l'assassinat de Samuel Paty, une photo de la tête de la victime, avec dessous une adresse à Emmanuel Macron, « le dirigeant des infidèles » : « J'ai exécuté un de tes chiens de l'enfer qui a osé rabâasser Mouhammad. » L'expertise du téléphone d'Abdoullakh A. révèle qu'il a enregistré ce message dans son bloc-notes à 12h17 le jour de l'assassinat, ainsi que la photographie de la victime, prise par lui à 16h57. Samuel Paty, un enseignant apprécié Samuel Paty était un enseignant d'histoire-géographie de 47 ans, père d'un enfant de 5 ans. Il était en poste dans le collège du Bois d'Aulne de Conflans-Sainte-Honorine depuis plusieurs années. L'enseignant avait montré récemment à ses élèves des caricatures de Mahomet lors d'un cours sur la liberté d'expression. Le chapitre, au programme de 4e, évoque notamment les attentats de janvier 2015, et rappelle tant la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, que la loi de 1881 sur la liberté de la presse. Samia, élève en classe de 5e, étudiait avec ce professeur depuis la rentrée l'histoire des religions monotheïstes - conformément aux programmes scolaires de l'éducation nationale.



Sujet sur lequel « il ne portait jamais de jugement », témoigne-t-elle auprès du Monde. Le père d'un élève de 13 ans qui se trouvait dans la classe du professeur le jour où ont été montrées les caricatures a expliqué sur France Inter que le professeur avait demandé aux élèves musulmans de sortir, avant de les montrer. "Mon fils m'a dit qu'il avait fait ça pour préserver les enfants, pour ne pas les vexer. Il leur a dit : 'Je vais montrer une image. Je vous conseille de sortir pour ne pas être vexés, pour ne pas être choqués'", a insisté le père de famille. Il estime que l'enseignant "n'a pas voulu être condescendant ou manquer de respect". "Dès le 7 octobre au soir, le père d'une des élèves publiait sur son compte Facebook un récit des faits faisant état de la diffusion d'une image du prophète nu et appelait à la mobilisation contre le professeur", a expliqué le procureur national antiterroriste Jean-François Ricard ce samedi. La principale du collège a fait état d'"appels menaçants" à la suite de ce cours, poursuit le procureur. Le père de l'élève s'est ensuite rendu au commissariat de Conflans-Sainte-Honorine, accompagné de sa fille, pour porter plainte pour "diffusion d'image pornographique". Pourtant, ni lui ni sa fille ne répondront aux convocations nécessaires pour mener l'enquête. Auditionné au commissariat, Samuel Paty porte plainte à son tour pour diffamation. Selon le procureur antiterroriste Jean-François Ricard, le parent d'élève a été reçu le 11 octobre par la principale du collège en compagnie d'un autre individu qui pourrait être Abdelhakim Seffouri. Lire aussi notre portrait : "Samuel Paty, un enseignant apprécié, attaché à l'autre et au dialogue". Rappel des faits Il était environ 17 heures, près du collège du Bois d'Aulne de Conflans-Sainte-Honorine, quand la police municipale de Conflans-Sainte-Honorine a prévenu la police nationale après avoir découvert une personne décapitée. Les policiers de la brigade anticriminalité (BAC) de la ville se sont rendus sur place. Ils ont découvert la victime et, à quelques centaines de mètres, ont tenté d'interpeller quelques instants plus tard un homme armé d'un couteau qui les menaçait. Il aurait tiré sur les policiers avec un pistolet airsoft (pistolet à bille air comprimé qui n'est pas légal), selon les informations de FranceInfo. Selon l'AFP, "l'agresseur du professeur d'histoire a crié 'Allah Akbar' avant d'être tué par les forces de l'ordre". Les policiers ont fait feu à dix reprises et ont abattu l'assailant dans la ville voisine d'Eragny (Val-d'Oise). "La République doit se tenir unie et ferme" Des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées, dimanche 18 octobre, à Paris et partout en France pour rendre hommage au professeur et défendre la liberté d'expression. Plusieurs syndicats enseignants et associations avaient appelé à se rassembler. L'Humanité a recueilli des témoignages lors du rassemblement place de la République à Paris Emmanuel Macron s'est rendu dès vendredi soir à Conflans-Sainte-Honorine avec le premier ministre Jean Castex et le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer. Sur place, Emmanuel Macron s'est exprimé avec gravité, évoquant "un attentat terroriste islamiste", et appelant "à faire bloc, car nous sommes des citoyens unis par les mêmes valeurs, une histoire, un destin (...) Ils ne passeront pas". "C'est la République qui est attaquée" avec "l'assassinat ignoble de l'un de ses serviteurs", a réagi Jean-Michel Blanquer, sur Twitter. "Notre unité et notre fermeté sont les seules réponses face à la monstruosité du terrorisme islamiste. Nous ferons face", a ajouté le ministre. Suite à l'attentat, le ministère de l'Éducation nationale a mis en place "un dispositif national d'écoute et de soutien psychologique" à destination de l'ensemble du personnel du ministère. Le numéro à composer est le 0 805 500 005. Un peu plus tôt, les députés s'étaient levé à l'Assemblée nationale pour "saluer la mémoire" de l'enseignant décapité. Le président de séance Hugues Renson (LREM) avait pris la parole juste avant l'interruption des débats à 20 heures : "Nous avons appris avec effroi l'abominable attentat qui s'est produit. Au nom de la représentation nationale, en notre nom à tous, je tiens à saluer la mémoire de la victime." Fabien Roussel, le secrétaire national du PCF, a notamment déclaré : "En ces moments tragiques, la République doit se tenir unie et ferme dans l'affirmation de ses valeurs. Tous ensemble, unis dans le respect de notre diversité, continuons de faire vivre la richesse de notre République laïque, défendons notre liberté d'expression et ne cédons pas un pouce aux fanatiques et à tous ceux qui chercheront à imposer la haine et à diviser notre peuple". Sur Twitter, l'équipe de Charlie Hebdo a fait partie de "son sentiment d'honneur et de révolte après qu'un enseignant dans l'exercice de son métier a été assassiné par un fanatique religieux. Nous exprimons notre plus vif soutien à sa famille, à ses proches ainsi qu'à tous les enseignants", a écrit le journal satirique, près de trois semaines après l'attentat survenu près des anciens locaux du journal. Et en plein procès des attaques de janvier 2015, qui avaient décimé la rédaction de l'hebdomadaire. Utilisation des cookies. Lors de votre navigation sur ce site, des cookies nécessaires au bon fonctionnement et exemptés de consentement sont déposés.